

Attestation conjoint invalide vivant

Je soussigné(e) _____ demande la mise en paiement de ma pension.

- Déclare expressément être marié(e)
☐ à un conjoint invalide vivant (à cocher)
- Certifie exacts et complets les renseignements qui précèdent.
- Déclare avoir pris connaissance des sanctions encourues, prévues par les articles L313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du Code pénal qui figurent ci-dessous.

Cette déclaration NE DOIT PAS être établie, datée, signée et envoyée AVANT le _____ (date d'effet de la pension).

À défaut, elle sera retournée afin d'en obtenir un exemplaire conforme.

À _____ Le _____

Insérer votre signature ici

Les dispositions des articles L.433-19 et L.441-7 du Code pénal précisent que les décisions administratives obtenues par fraude ne sont pas créatrices de droit et peuvent, à tout moment, faire l'objet d'une annulation avec l'obligation de reversement à l'administration de l'intégralité des avantages obtenus.

Les peines encourues aux articles L.313-1 et L.313-3 pour l'escroquerie ou la tentative d'escroquerie s'élèvent à 5 ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende.

« Les informations recueillies font l'objet d'un traitement par la Caisse des Dépôts et consignations en qualité de responsable de traitement (ci-après désignée Caisse des Dépôts). Les données collectées ont pour finalité Gérer les retraites. La base légale de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public à laquelle la Caisse des Dépôts est soumise. Vos données sont conservées selon les modalités suivantes :

- Le contrat d'un ayant-cause est à conserver 10 ans après le décès de l'auteur et jusqu'à 105 ans après sa naissance.
- Le contrat d'un auteur est à conserver 10 ans après son décès, jusqu'à 105 ans après sa naissance et tant qu'un contrat d'un ayant-cause est encore conservé
- Les données propres de l'auteur sont à conserver tant qu'il reste un contrat conservé rattaché à ce dernier.

Vos données ne seront transmises qu'aux personnes habilitées de ou par la Caisse des Dépôts ou à des tiers légalement autorisés. Le traitement de vos données personnelles ne donne lieu à aucun transfert hors de l'Union Européenne. Les informations recueillies qui seraient signalées avec un astérisque sont obligatoires pour permettre le traitement de votre dossier. Conformément à la réglementation Informatique et libertés vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et le droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données ainsi que du droit de faire parvenir à la Caisse des Dépôts des directives spéciales relatives au sort de vos données après votre décès. Pour exercer vos droits Informatique et libertés, vous pouvez vous adresser à mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr ou par écrit à l'adresse suivante : Caisse des Dépôts - Données personnelles - Établissement de Bordeaux - 6, place des Citernes – 33059 Bordeaux Cedex. Certaines demandes de droits (accès, rectification, limitation) nécessitent la fourniture d'une pièce d'identité valide. Nous vous invitons à consulter notre Politique de protection des données à caractère personnel à l'adresse suivante : <https://www.caissedesdepots.fr/donnees-personnelles-et-cookies/noticeinformation-gestion-des-retraites>. Si vous avez des questions concernant l'utilisation de vos Données à Caractère Personnel par la Caisse des Dépôts, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données (DPO) en remplissant le formulaire de contact à l'adresse <http://www.caissedesdepots.fr/protection-des-donneespersonnelles>. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente (CNIL). »

